

**Rhin Supérieur** / Région métropolitaine

# Les citoyens à la rescousse

Le premier des trois forums citoyens organisés dans le cadre de la construction de la Région métropolitaine trinationale du Rhin Supérieur s'est tenu hier à Strasbourg, à la maison de la Région Alsace. Les deux suivants auront lieu à Karlsruhe le 22 janvier et à Bâle le 21 mai 2011.

■ Rares sûrement sont ceux qui, parmi les 6 millions d'habitants du Rhin supérieur (Palatinat du Sud, pays de Bade, Alsace, Suisse du nord-ouest), ont une vision claire de ce que sera la Région métropolitaine. Une fois qu'on a dit que c'est un «laboratoire de nouveaux modèles de coo-

pération», que fait-on? Pour fonctionner, la Région métropolitaine doit être assise sur quatre piliers: politique, universitaire (recherche comprise), économique et société civile. Cette dernière est sollicitée pour aider à la constitution d'une identité commune.

Mais déjà rien que pour

l'organisation des trois forums citoyens se posent des problèmes culturels. Les *Bürgerstiftungen* sont une réalité vivace dans le Palatinat et en Suisse; rien de tel en Alsace où le CESA (conseil économique et social) se réclame certes de la société civile mais est beaucoup trop institutionnel pour soutenir la compa-

raison avec les regroupements de citoyens chez nos voisins. Beaucoup de bonnes volontés se sont exprimées hier matin, en réponse à l'appel de l'hôte du forum, le président du conseil régional Philippe Richert: «Nous donnons la parole à la société civile pour réfléchir ensemble à ce

que nous voulons construire. Il importe qu'elle s'approprie ce projet» de Région métropolitaine.

### Le risque de protestations de rues...

«Si on n'arrive pas à associer les citoyens à notre démarche, on risque d'aller vers des protestations de rues», dit Clemens Nagel, du comité directeur de la Conférence du Rhin supérieur, en citant pudiquement les protestations contre la nouvelle gare de Stuttgart, alors que les rues de Strasbourg étaient remplies hier de manifestants

contre le projet des retraites ou le GCO! Pour Klaus Wenger, directeur d'Arte Allemagne, «la Région métropolitaine ne peut exister que si elle devient une région économique, si elle développe une vision commune de l'architecture urbaine et du développement durable, si elle engage sa coopération culturelle encore trop orientée vers le passé et le patrimoine dans le sens de la créativité, de l'innovation, de l'interdisciplinarité». Il appelle de ses vœux un grand festival trinational en été.

Pour coopérer, il faut d'abord se comprendre, fait remarquer Anne Sander, du CESA, en souhaitant de «gros efforts pour l'apprentissage de la langue du voisin». La lan-

gue n'est pas vraiment un obstacle pour Christina Steinmetz, de la Fondation citoyenne Südpfalz, qui privilégie d'autres «instruments de dialogue et d'échanges»: la culture, le sport, les rencontres de jeunes.

### Ne pas considérer les citoyens comme des alibis

«La question qu'il faut se poser c'est: que me propose la Région métropolitaine pour que moi, citoyenne, je m'y intéresse? Les citoyens sont prêts à participer à condition qu'on les considère vraiment et qu'on ne les prenne pas seulement pour des alibis», dit M<sup>me</sup> Steinmetz.

Pour l'heure, le citoyen est encore, face à la Région métropolitaine, à l'image de ce promeneur du Moyen Age qui rencontre trois tailleurs de pierre et leur demande ce qu'ils font. «Moi, je taille des pierres, dit le premier; moi j'éleve un mur, dit le deuxième; moi je construis une cathédrale, dit le troisième.» Une parabole proposée par Klaus Wenger. Pour que la Région métropolitaine devienne une cathédrale, les participants au forum ont taillé hier en petits groupes de belles pierres: opinions, suggestions, idées, projets. Elle seront rassemblées dans quelques mois, à l'issue du processus des forums.

Claude Keiflin

## Appel au droit de vote des résidents étrangers

Plusieurs villes françaises ont demandé hier le «droit de vote et d'éligibilité des résidents étrangers» en France à l'issue d'une rencontre de leurs représentants à Strasbourg. «Aujourd'hui, l'opinion publique est favorable à l'évolution d'une citoyenneté attachée à la résidence et non pas seulement à la nationalité», estiment les municipalités de Strasbourg, Grenoble, Creil,

Saint-Denis, Toulouse, Lille, Clichy-la-Garenne, Metz et Aubervilliers. «Le concept de citoyenneté contient le droit pour toute personne de participer aux prises de décision qui la concernent. L'extension du concept de citoyenneté a déjà eu lieu pour les ressortissants de l'Union européenne, qui peuvent voter aux élections municipales et européennes. Il s'agit maintenant de donner les mêmes droits à tous les résidents étrangers» qui «doivent être considérés comme des citoyens à part entière», demandent ces neuf villes de gauche.

## L'Alsace

Dimanche 17 octobre 2010

## Rhin supérieur Vers une identité trinationale à définir

La Maison de la Région a accueilli hier, à Strasbourg, le 1<sup>er</sup> forum citoyen dans l'espace du Rhin supérieur.

Quelque 130 Allemands, Suisses et Français ont passé la journée d'hier à échanger, partager leurs idées et leurs attentes pour poursuivre la construction de la Région métropolitaine trinationale du Rhin supérieur.

Le Rhin supérieur, qui n'a toujours pas trouvé son nom en français, ce sont 6 millions de personnes, 90 000 frontaliers, une superficie de 21 500 km<sup>2</sup>, 1 871 villes et communes et un produit régional brut d'environ 170 milliards d'euros. Cette région regroupe le Palatinat du Sud, le centre et le sud du Pays de Bade, l'Alsace, les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne, d'Argovie, du Jura et de

Solothurn au nord-ouest de la Suisse.

### Des projets concrets

Si la coopération transfrontalière entre ces régions ne date pas d'hier (lire ci-dessous), le but de ce premier forum était d'y impliquer les citoyens. «Il y a une volonté politique ferme et constante autour de ce projet mais elle ne sera pas suffisante», a expliqué Philippe Richert, président du conseil régional d'Alsace, en ajoutant: «La société civile doit à son tour s'approprier ce projet pour que nous franchissions une nouvelle étape.»

Certes le politique légifère, rédige des accords et entérine des traités, mais c'est aux citoyens qu'il appartient de travailler ensemble pour donner une véritable identité à cette région, et ainsi créer un sentiment d'appartenance qui aille au-delà des



Le premier des trois rendez-vous a eu lieu à Strasbourg.

Photo M. D.

frontières. Sous le pilotage du Land Rhénanie-Palatinat, précurseur en matière de concertation citoyenne en Allemagne, quelque 130 acteurs des mondes culturel, économique, éducatif, etc., ont passé la journée à débattre pour tenter d'élaborer des projets concrets en matière

de coopération transfrontalière. À titre d'exemple de coopération concrète, le pass musées, créé lors de la Conférence du Rhin supérieur de 1998, ouvre les portes de 180 musées français, allemands et suisses.

Deux autres forums sont déjà programmés: en janvier, à Karlsruhe, et en mai, à Bâle.

Marie Druart

Les grandes étapes: 1956: Le maire de Colmar, Joseph Rey, organise la première rencontre de maires et élus des deux côtés du Rhin. 1971: Mise en place des Conférences tripartites qui réunissent les acteurs publics des trois régions. 1992: Les comités régionaux de la Commission intergouvernementale fusionnent pour former la Conférence du Rhin supérieur. 1997: Les élus fondent le Conseil rhénan franco-germano-suisse. 2008: Lancement officiel de la Région métropolitaine dans l'espace du Rhin supérieur.

# Politische Kopfgeburt soll an der Basis verankert werden

## Bürgerforum zur trinationalen Metropolregion Oberrhein

Von unserer Mitarbeiterin  
Bärbel Nückles

**Straßburg.** Wer ist das, die Zivilgesellschaft? Wer sind ihre Vertreter, was denken sie, was wollen, was können sie bewirken? Und vor allem: Wie bringt man sie zusammen? In nicht einmal mehr zwei Monaten soll in Offenburg die trinationale Metropolregion Oberrhein gegründet werden. Für die Bürger ist sie noch ein unbekanntes Wesen, dazu noch zweisprachig und trinational – ein Konglomerat der Unterschiede und damit möglicher Hürden.

Ihre Gründer aus den Verwaltungen und der Politik in Rheinland-Pfalz, Baden, Elsass und Nordwestschweiz wollen gerade deshalb, dass sie an der Basis mitgestaltet wird. Deshalb startete am Wochenende in Straßburg das erste von drei Bürgerforen: Raum zur Diskussion, zum Entwickeln von Projekten

und Ideen. Ein Nachmittag aus Gesprächsrunden und etwa 20 kleinen Arbeitsgruppen, aus denen mit Ideen beschriftete Stellwände hervorgingen. Das Forum war für jedermann zugänglich. Und doch kamen von sechs Millionen Menschen, die am Oberrhein leben, nur 120.

Es mutet als Sisyphusarbeit an, wenn eine politische Kopfgeburt als Bürgerbewegung an der Basis verankert werden soll. Statt des Bürgers von der Straße, der sich spontan engagiert, kamen jene, die schon wissen, was es mit der Metropolregion auf sich hat: Angestellte aus den Landratsämtern in Karlsruhe und Freiburg, Vereinsvorsitzende aus Baden-Baden. „Man muss wissen, dass wir hier Pionierarbeit leisten“, sagt Frank Heuberger von der Staatskanzlei Mainz, die federführend ist beim Aufbau der Säule Zivilgesellschaft der künftigen Metropolregion Oberrhein. Und so denkt eine deutsch-französische Gesprächsrunde darüber nach, wie es die Menschen zwischen Südpfalz und Schweiz schaffen werden, die Sprache des Nachbarn zumindest zu verste-

hen, denn auch Frankreich ist ja mit im Boot. Wird die Metropolregion unsere Arbeit verändern? Wird man irgendwann einmal bereit sein, Kompetenzen abzugeben, damit Entscheidungen bei Verkehr und Städteplanung oder im Bildungswesen gemeinsam gefällt werden können. „Die Menschen müssten Europa endlich wertschätzen statt sich immer nur zu beschweren“, wünschte sich eine der Arbeitsgruppen in ihrem Fazit. Überhaupt: Was an Visionen formuliert wurde, beweist, dass sich zumindest jene, die dabei waren, um Gemeinsamkeit bemühen und nicht nur Erwartungen formulieren.

Aber darüber, was das Fundament der Zivilgesellschaft ausmacht, muss erst ein Austausch stattfinden. Denn während man sich in

Frankreich an institutionalisierte Wirtschafts- und Sozialräte gewöhnt hat, die neben den gewählten Regionalparlamenten

Einfluss nehmen, gestalten in Deutschland die Kirchen und die ihnen angehörenden Sozialverbände als wichtige Akteure an der Zivilgesellschaft mit – im laizistischen Frankreich undenkbar.

Zu wenige wichtige Köpfe aus der Politik seien anwesend, konnte man in der Mittagspause am Büfett hören. Aber gehören die überhaupt hierher? Spielt die Politik nicht schon ihr eigenes Spiel? Denn eines ist gewiss: Wo die Zivilgesellschaft der trinationalen Metropolregion Oberrhein sich noch finden muss, bauen die anderen Bereiche bequem auf Bestehendes auf: Wirtschaftsvertreter kommen in den Industrie- und Handelskammern zusammen. Politik und Verwaltung haben Oberrheinkonferenz und Oberrheinrat und nicht zuletzt die Eurodistrikte. Die Wissenschaft hat mit Euror längst ihren Verbund der oberrheinischen Hochschulen geschaffen. Das nächste Bürgerforum findet am 22. Januar auf deutscher Seite in Karlsruhe im Regierungspräsidium am Rondellplatz statt.

---

### Viele Behördenvertreter unter den Teilnehmern

---